



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture  
Direction de la Coordination  
et de l'Appui Territorial

## ARRÊTÉ

N° 2019-DCAT/BEPE- 265 du 13 DEC. 2019

**mettant en demeure la société ELYSEE COSMETIQUES située à FOLKLING  
de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010,  
de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014  
et de l'arrêté préfectoral n° 2012-DLP/BUPE-228 du 21 mars 2012**

LE PREFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

**VU** le livre V du Code de l'Environnement, en particulier les articles L.171-6 et L.171-8 ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral DCL n° 2018- A-16 du 10 avril 2018 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier DELCAYROU, Secrétaire Général de la préfecture de Moselle

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-159 du 22 mai 2000 autorisant la société ELYSEE COSMETIQUES à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication de produits cosmétiques située sur le Technopôle de Forbach Sud à FOLKLING ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2012-DLP/BUPE-228 du 21 mars 2012 fixant à la société ELYSEE Cosmétiques des mesures de maîtrise des risques ;

**VU** le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 29 novembre 2019 ;

**VU** le courrier préfectoral du 2 décembre 2019 informant la société ELYSEE COSMETIQUES du projet de mise en demeure ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant au courrier pré-cité ;

.../...

**CONSIDERANT** que, lors de l'inspection du 2 octobre 2019, il a été constaté qu'aucun dispositif physique n'est mis en place pour répondre aux dispositions de l'article 2-2 de l'arrêté préfectoral n°2012-DLP/BUPE-228 du 21 mars 2012 ;

**CONSIDERANT** que, lors de cette inspection, il a été constaté que les mesures de maîtrise des risques instrumentées ne font pas l'objet d'un plan et d'un programme de surveillance comme prévu par l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;

**CONSIDERANT** que, lors de cette inspection, il a été constaté que les opérateurs et entreprises extérieures participant au dépotage des camions de liquide inflammable ne font pas l'objet d'une formation à la procédure de dépotage et aux équipements de sécurité, conformément à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 171-8 du Code de l'environnement dispose que « indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,

## **A R R E T E**

### **Article 1er :**

La société ELYSEE COSMETIQUES, dont le siège social est situé : ZI Technopôle Sud - 57600 FORBACH, est mise en demeure de respecter les dispositions de :

- l'article 2-2 de l'arrêté préfectoral n°2012-DLP/BUPE-228 du 21 mars 2012 en équipant l'installation de dépotage d'un dispositif physique, sous un délai de trois mois ;
- l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, en mettant en place un plan de surveillance et un programme de surveillance des MMRi sous un délai d'un mois ;
- l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé sous un délai d'un mois en rédigeant une procédure de formation au poste de dépotage pour les nouveaux entrants et de recyclage pour les agents déjà formés et en procédant à leur formation dans un délai d'un mois.

### **Article 2 :**

En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être engagées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

### **Article 3 :**

En vertu de l'article L171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

« Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. »

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

**Article 4 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société ELYSEE COSMETIQUES dont une copie est également transmise, pour information, Madame le Sous-Préfet de FORBACH-BOULAY-MOSELLE et au maire de la commune de FOLKLING.

Fait à Metz, le 13 DEC. 2019

Le Préfet  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général



Olivier DELCAYROU

